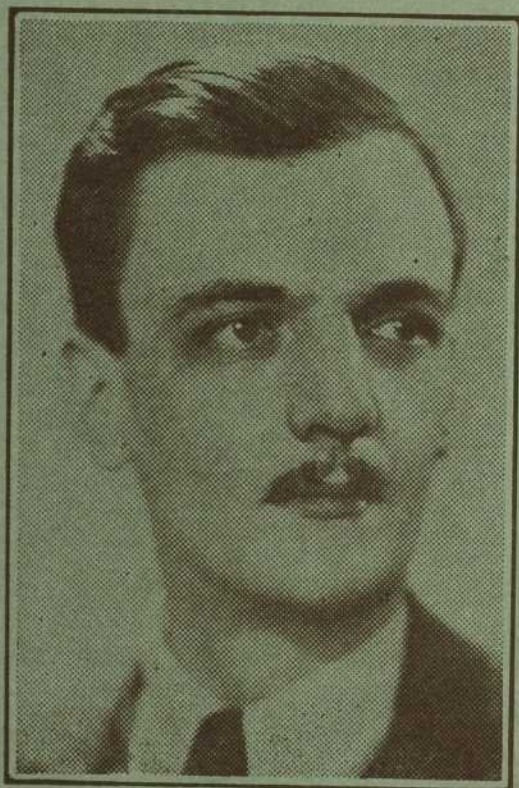


O.V.B. 22.95  
1978 un

*"Nous avons déjà  
perdu la guerre..."*



*par*

*André Laurendeau*

Député de Montréal-Laurier

Chef Provincial du

*Bloc Populaire Canadien*

## ANDRÉ LAURENDEAU



Chaque génération possède ses chefs de file : quelques individus d'élite qui résument en leur personne l'essentiel d'une époque. Rôle très lourd, souvent écrasant, toujours ingrat, rôle néanmoins indispensable pour assurer la continuité des hommes d'une même terre. Les jeunes gens qui avoisinent aujourd'hui la trentaine, quelles que soient leurs tendances idéologiques ou leurs affinités politiques, s'entendent à reconnaître à André Laurendeau le mérite d'exprimer les exigences fondamentales de notre temps.

Né d'une famille d'artistes, ayant acquis très jeune et affiné le goût des lettres, rien, semblait-il, le destinait à l'action politique. Tout le désignait à devenir un esthète ; une certaine nonchalance apparente le ferait sans doute aborder aux rives d'un dilettantisme de grand civilisé. C'était mal le connaître. Ce jeune homme fervent, d'un jugement lucide et froid, d'une sensibilité frémissante, se croyait appelé à un autre destin. Et il avait raison. L'étude de l'histoire, la méditation surtout, lui avaient tôt appris qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume de Danemark. Il rêvait, pour les siens, d'une reprise de conscience, d'une reconquête morale, intellectuelle et politique. Sa voie était toute tracée ; il devait s'y engager hardiment.

À peine sorti du collège, avec quelques compagnons qui partageaient ses colères, ses indignations et ses espoirs, il fonda le groupe des Jeunes-Canada. Société éphémère, qui devait traduire un temps les aspirations d'une jeunesse outrée des marchandages, soucieuse de retrouver le chemin de l'honneur. Laurendeau s'y dépensa sans compter, faisant preuve d'un dévouement et d'une générosité admirables.

Magnifiques élans au matin d'une carrière ! Il vint un jour où il comprit qu'il lui fallait davantage. Il partit pour Paris parfaire sa formation et prendre, en Europe, une vue plus nette et plus détachée de sa patrie. Deux années de labeurs et de réflexions qui devaient l'enrichir prodigieusement. Il élargirait, au carrefour de la pensée humaine, ses horizons intellectuels, il saurait extraire le suc des fleurs les plus diverses.

Bientôt, l'apprentissage est terminé ; la vie commence demain. De retour au Canada, la direction de l'Action nationale, organe de la Ligue du même nom, accapare tout son temps. Il s'y donne entièrement, poursuivant le bon combat des aînés, apportant des idées neuves, des ambitions inédites. La guerre seule devait ralentir cet excellent travail.

Déjà Laurendeau est connu ; on réclame partout l'orateur, le conférencier, le publiciste. Dans toutes les initiatives d'ordre national, il est à l'avant-garde, prêt à payer de sa personne. Quand se crée spontanément, pour répondre à un péril imminent, la Ligue pour la défense du Canada, il en devient la cheville ouvrière, l'efficace artisan d'un NON retentissant.

Désormais, l'action publique sera son domaine : nos actes nous suivent. Sans son concours, la formation du Bloc populaire canadien eût été aléatoire. À ce parti nouveau, il consacre toute son énergie et son remarquable don de parole. Si bien qu'en février 1944 des délégués venus de toutes les parties de la province le choisissent sans discussion comme chef provincial. À trente-deux ans, il doit assumer de lourdes responsabilités politiques.

(...) À l'Assemblée législative, il sera l'interprète autorisé de sa génération.

(...) Ce qui compte, c'est que notre vie publique s'est enrichie d'une personnalité de premier plan, d'un jeune homme parfaitement préparé à jouer un grand rôle au bénéfice de notre nationalité. Les Canadiens français retrouvent en lui le continuateur des patriotes éclairés et intègres qui ont fait notre pays.

Roger DUHAMEL

"Almanach La Gerbe",  
publié par la Société St-Jean-Baptiste de Montréal.

Mes chers amis,

Je profite de la première occasion qui m'est fournie pour vous offrir, au nom du Bloc populaire canadien, nos meilleurs vœux pour l'année 1945. Nous vous souhaitons, suivant la formule traditionnelle que le passé a chargée de sens, une bonne et heureuse année, avec le paradis à la fin de vos jours.- Nous souhaitons enfin à notre province, à notre pays, au monde plongé dans les horreurs du plus horrible conflit, la paix intérieure et extérieure que le christianisme a promis aux hommes de bonne volonté.



### **Nous jugerons le gouvernement Duplessis à ses actes**

La Session provinciale s'ouvrira le 7 février prochain.

J'ai déjà dit avec quel état d'esprit la députation du Bloc va commencer son travail à la Législature. Au cours de l'élection, nous avons pris l'engagement de ne conclure d'alliance avec *aucun* des vieux partis ; 200,000 électeurs environ ont appuyé nos vues et nous ont donné la responsabilité de les exprimer à Québec ; c'est ce que nous ferons, de notre mieux. D'un autre côté, la province a élu une majorité de députés de l'Union nationale ; ces hommes sont chargés d'administrer les affaires de l'Etat durant les prochaines années. Nous avons l'intention de les aider de toutes nos forces à ce que cette administration soit conforme aux besoins et à l'idéal de la population. Pour tout résumer dans une formule : *nous ne contracterons pas d'alliance, et nous nous abstiendrons de toute hostilité systématique.*

Depuis l'élection, nous nous en sommes strictement tenus à ce mot d'ordre. En particulier, nous avons banni de nos propos ces critiques mesquines et stériles en face d'un ministère qui vient seulement de prendre possession du pouvoir, et qui n'a pas encore eu l'occasion, dans le domaine provincial, de poser *des actes vraiment significatifs*. Un gouvernement qui entre en fonction a le droit, me semble-t-il, sauf en des circonstances très exceptionnelles, d'obtenir d'abord une atmosphère de calme et de sérénité ; je veux dire à un silence *provisoire* de l'Opposi-

Causerie prononcée par M. André Laurendeau, député de Montréal-Laurier et Chef Provincial du Bloc Populaire Canadien, le 12 janvier 1945 au réseau français de Radio-Canada.

tion. Les criaileries, les attaques vétilleuses auxquelles se prêtent, depuis septembre, les propagandistes du parti libéral, marquent une mauvaise foi, une faiblesse, un manque de dignité qui ne servent ni les intérêts de ce parti, ni à plus forte raison les intérêts de la province.

C'est à ses actes que nous jugerons le gouvernement Duplessis. Nous appuierons toutes les mesures qui nous paraîtront justes et conformes à notre programme ; nous combattons impitoyablement les autres, s'il s'en présente.

Aussi vous me permettez, ce soir, de vous parler, non point en qualité de chef provincial du Bloc, mais plutôt comme *un membre et un porte-parole de notre mouvement*.

Ce qui domine à juste titre nos préoccupations actuelles, c'est *la guerre*, et c'est par conséquent la politique extérieure du Canada. J'ai l'intention de passer en revue quelques événements qui s'y rapportent, d'essayer de les juger, et d'en déduire les leçons qui paraissent s'en dégager.



### **Pourquoi nous nous opposons à la participation**

Quand, en septembre 1939, l'honorable M. King convoqua le Parlement canadien pour lui faire déclarer la guerre, une bonne partie de l'opinion publique désirait que notre pays demeure neutre. Partageaient cette opinion, la majorité des Canadiens français, quelques anglo-canadiens et plusieurs groupes néo-canadiens.

Comment s'expliquait ce désir de neutralité ?

D'abord, ces Canadiens étaient persuadés que les intérêts directs de leur pays n'étaient pas en jeu dans le conflit au point de légitimer une intervention militaire. Tel était, du reste, le sentiment de tous les autres pays des deux Amériques, puisqu'en ce mois de septembre 1939, *non seulement ils ne rompirent pas leur propre neutralité, mais ils avisèrent aux moyens de la mieux défendre*. Puisque des pays aussi considérables que les Etats-Unis, bien plus engagés que nous dans les affaires mondiales, n'éprouvaient point la nécessité de participer au conflit, cela confirmait singulièrement notre attitude abstentionniste et notre conviction que nos intérêts directs n'étaient point dangereusement menacés.

Rajoutez à cette constatation le fait que les causes de la guerre, en grande partie, venaient des fautes de la politique européenne depuis 1918, fautes que nous n'avions pas commises et dont nous ne nous sentions pas responsables. Certes, nous avons bien participé aux délibérations de la Société des Nations, mais à titre de figurant, et sans rien pouvoir empêcher de ce qui menait fatalement à la guerre. Le Canada n'a pas le droit, pensions-nous, de compromettre à tous les vingt-cinq ans son avenir, pour réparer des erreurs dont il n'est pas coupable, et notamment pour aider la Grande-Bretagne à rétablir, en Europe, un équilibre qui lui fut favorable.

A cela, les participationnistes répliquaient que la solidarité internationale nous obligeait à aller défendre, en Europe, la Pologne envahie (puisque'il s'agissait alors, vous vous en souvenez, de sauver l'intégrité territoriale de la Pologne). Et certes, cet argument pesait auprès de nous, parce que dans le monde moderne la solidarité internationale n'est pas un vain mot, et aussi parce que toute notre sympathie allait au peuple polonais, dix fois martyrisé au cours de son histoire, peuple héroïque qui défendait son existence même. Mais nous remarquions que les grandes puissances européennes découvraient bien tard ce devoir de charité, et qu'elles le retrouvaient au moment précis où cela faisait son affaire. En d'autres termes, nous pensions que les Empires « démocratiques » se servaient de la solidarité internationale, non pour sauver la Pologne, eux qui avaient laissé disparaître l'Autriche et la Tchécoslovaquie, dépecer la Chine, et, à l'intérieur de l'Empire britannique, maltraiter durement 350 millions d'Hindous, — mais pour sauver leur prestige menacé et leur puissance diminuée.

Déjà la propagande se mettait en action, et elle nous parlait d'aller défendre la démocratie, la chrétienté et la civilisation, mis en péril par la jonction du nazisme et du communisme (car ne l'oubliez pas, en ces temps-là, la Russie soviétique était presque notre ennemie). Ici encore, nous ne pouvions pas ne pas être méfiants. Ces mots sonores, nous les avons entendus de 1914 à 1918, et une croisade « pour la civilisation » avait alors abouti à de graves injustices, une croisade « pour la démocratie » (« to make the world safe for democracy », disait le président Wilson) nous avait fait cadeau du fascisme et du communisme, tandis que « la dernière des guerres » avait eu comme résultat le plus clair, 21 ans après l'armistice, une nouvelle guerre plus terrible que la précédente.

## **Le compromis de 1939**

Mais le Parlement d'Ottawa vota la participation, contre laquelle seulement quatre députés — dont M. Maxime Raymond, aujourd'hui chef national du Bloc —, osèrent s'élever et protester. Et le Canada fut le seul pays d'Amérique à être en guerre.

Alors les milieux officiels d'Ottawa, M. Ernest Lapointe en tête, nous tinrent à peu près ce langage : « Vous étiez opposés à la participation, mais la majorité la voulait. Nous avons fait un compromis : vous accepterez la guerre, et en revanche les participationnistes admettront que la guerre soit modérée, libre, sans conscription ». Ce compromis fut accepté.

Quelques voix s'élevèrent alors — et parmi elles se trouvaient ceux qui par la suite devinrent les principaux lieutenants du Bloc. Elles dirent : ce compromis est dangereux, car nous exécutons tout de suite nos concessions ; quand le jour viendra, pour nos partenaires, d'exécuter les leurs, y consentiront-ils ? Et s'ils n'y consentent pas, s'ils donnent à l'effort de guerre canadien des proportions dangereuses, s'ils dépensent annuellement des centaines de millions (nous ne pensions pas encore aux milliards), si enfin ils décident de conscrire notre jeunesse pour service outre-mer, comment arriverons-nous à les en empêcher ? Cette mise en garde ne toucha pas nos ministres, et notre effort de guerre s'intensifia.

## **La guerre en Europe et chez nous**

En Europe, l'Allemagne vainquait la Pologne, qui recevait de la Russie le coup de grâce. La Russie allait pénétrer dans les Etats baltes, elle s'attaquait à la Finlande et finalement la terrassait, sans provoquer chez nos alliés autre chose que des protestations platoniques. L'on commençait à se dire que pour restaurer la Pologne et ces petits Etats, nous aurions, après la victoire sur l'Allemagne, une autre guerre sur le dos, cette fois avec la Russie...

Puis, c'est la chute de la France, et les attaques massives sur l'Angleterre. Notre gouvernement accroît son effort de guerre. Il nous affirme que le Canada est en danger et qu'il doit se défendre ; il conscrit notre jeunesse pour service au Canada. Etions-nous vraiment menacés ? Nous ne l'avons pas cru et les événements nous ont donné raison. Certes, une nation belligérante risque toujours de recevoir des coups chez elle, mais

de conquête du Canada par l'Allemagne, à l'autre extrémité de l'Atlantique, à côté des Etats-Unis qui s'armaient, on voit qu'il ne pouvait être question, quand on sait que la Manche a été pour l'Angleterre une sauvegarde et comme un mur inexpugnable.

En Europe, à l'été de 1941, l'Allemagne entrait en guerre avec la Russie. Les Anglais en éprouvèrent une impression de libération. Mais en se rappelant que la Russie n'est pas démocratique et qu'elle-même se proclame antichrétienne, beaucoup d'esprits libres se demandèrent ce que devenaient les buts de guerre des alliés. Comment pouvait-on conduire une croisade pour la démocratie et la chrétienté, quand notre principal allié était un ennemi acharné de l'une comme de l'autre ?

Nos buts de guerre furent affirmés, semble-t-il, dans la Charte de l'Atlantique, le 14 août 1941. — Mais M. Churchill prouva bientôt par sa politique aux Indes, que la dite charte ne s'appliquait pas à l'intérieur de l'Empire britannique.

Après Pearl Harbour, l'intervention américaine en décembre 1941, augmentait la confiance en la victoire des Nations-Unies. Mais elle soulignait à sa façon, qu'après plus de deux ans de guerre, aucun pays des deux Amériques, sauf le Canada, n'avait encore pris part au conflit. Les Etats-Unis, le Mexique, les républiques sud-américaines avaient donc économisé plus de deux ans de guerre, ils avaient attendu que la plus grande puissance du continent fut attaquée avant de participer au conflit.

### **Guerre de plus en plus impérialiste**

La guerre se poursuivait, avec ses revers et ses succès. Un jour il est devenu possible aux Nations-Unies de prendre l'offensive. Et alors, qu'a-t-on constaté ? Un oubli de plus en plus complet des principes qui devaient orienter cette guerre, un cynisme qui s'étale chez les puissants, et le retour presque avoué à ce que les Anglais appellent la « Power politics » — la politique de puissance, l'éternelle politique du passé où c'est toujours la raison du plus fort qui est la meilleure.

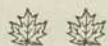
D'abord, on a constaté un *déclin de l'influence française*. La France, coupable d'avoir été attaquée la première et d'avoir sombré sous le nombre, s'est vu traiter comme une puissance de troisième ordre ; et ce faisant, les Nations occidentales poussaient de Gaulle dans les bras de la Russie.

Il y a eu récemment *l'intervention anglaise en Grèce*. A un moment où l'armée anglaise eut été infiniment utile en Belgique et au Luxembourg, des officiers, des soldats, des avions et des chars d'assaut britanniques étaient occupés à tirer sur nos alliés de la veille, les Grecs. Malgré les prétextes fournis par MM. Churchill et Eden, il reste que cette intervention est contraire à tous les principes de politique internationale affirmés par les Alliés au cours de cette guerre. On a le droit de croire que l'Angleterre y a défendu son influence à coup de canons et de mitrailleuses — et que la Russie lui a, officieusement, laissé les mains libres, pour qu'elle-même, la Russie, ait les mains libres en *Pologne*. Il y a longtemps qu'on n'avait assisté à un truc aussi odieux.

Car il y a *le scandale de la Pologne*. Ce pays, dont l'intégrité territoriale symbolise le sens même de la guerre, puisque nous sommes entrés dans le conflit pour le défendre, est menacé d'être mangé par la Russie. Et M. Churchill trouve le dépeçage tout naturel. Dans un discours invraisemblable prononcé à Westminster le 15 décembre dernier, le premier ministre de la Grande-Bretagne, avec l'assentiment tacite du Canada, invitait la Pologne à se résigner et à chercher des compensations dans le territoire allemand — où il doit se trouver des vides, puisque nous avons tué plusieurs millions d'Allemands et que nous nous apprêtons à en tuer plusieurs autres millions. M. Churchill, qui ne préside pas à la liquidation de l'Empire, semble prêt à présider à ce cruel brassage de peuples, à ce déracinement de millions de foyer, auprès duquel le grand dérangement de nos frères Acadiens apparaît comme une opération minuscule. Et *celui qui parlait ainsi, ce n'était pas M. Hitler, mais l'un des co-auteurs de la Charte de l'Atlantique*.

Mais *la Charte elle-même*, qu'est-elle devenue ? M. Roosevelt, dans le même temps, annonçait au monde stupéfié que la Charte de l'Atlantique n'existe pas comme document formel, qu'elle fut tout juste ébauchée sur quelques feuilles de papier, à bord du « Prince of Wales ». De sorte que la Charte de l'Atlantique a toutes les chances d'avoir sombré, avec le *Prince of Wales*, dans les eaux du Pacifique...

Quand on se remémore ces faits tragiques ou burlesques, on songe avec amertume aux centaines de mille jeunes Canadiens qui sacrifient leur vie de l'autre côté des mers — pour quel but et au nom de quel idéal ?



## Chez nous, c'est la guerre totale

Or, dans le même temps où notre confiance diminue, notre participation, elle, augmente vertiginieusement. C'est là une autre histoire, que nous connaissons bien, Canadiens du Québec, c'est celle qu'ont écrit nos budgets de guerre de plus en plus excessifs, nos taxes, nos milliards à l'Angleterre, nos volontaires de la faim, et enfin nos conscrits. Elle est faite des volte-face, des reniements et de la trahison de nos gouvernants.

Au moment où, en Europe, les Grecs se font tuer par des soldats alliés, où la Pologne est déchiquetée avec la permission de son principal allié, — M. King force nos jeunes conscrits à traverser les mers, peut-être à donner leur vie pour assurer le triomphe de cette politique égoïste et injuste. En 24 heures, pour conserver le pouvoir, le premier ministre de notre pays opère sa volte-face, il charge le général McNaughton de réaliser la politique en faveur de laquelle son prédécesseur, le colonel Ralston, vient de démissionner. Et le général McNaughton, dans une entrevue à la Presse, le 2 janvier, déclare qu'il *ne s'agit plus de volontariat*, que (je cite) : « *Le peuple canadien, par son Parlement, a sanctionné l'envoi des renforts, et il ne reviendra pas sur sa décision. Il ne s'agit plus de savoir qui servira de renforts. Il nous faut immédiatement tous les hommes déjà entraînés qui, jusqu'au dernier, seront envoyés outre-mer.* »

C'est la conscription totale, sous M. King.

Ces tromperies successives, cette petite politique faite avec la vie de notre jeunesse, ces finasseries et ces combines de politiciens retors, additionnées aux reprises, en Europe, de l'impérialisme le plus abject, ont jeté notre peuple dans le plus grand désarroi. Nous assistons à cette *crise de confiance* que M. Raymond avait jadis prédite et qui sera l'une des pires conséquences de cette guerre. Nos gens en viennent à se demander si, dès qu'un homme entre dans la politique, il ne tourne pas nécessairement le dos à la justice et à l'honneur. Ces doutes risquent d'éclabousser ceux-là même qui sont entrés dans la politique pour la réformer, et de rendre leurs efforts inutiles.

Aussi, devant ces coupables habiletés, nous permettra-t-on de parler ferme, dur et clair.



## **Idéologiquement, nous avons perdu la guerre**

Qu'est-ce que prépare la guerre présente en Europe et en Asie ? La paix et la justice, ou de nouveaux désordres, de nouvelles guerres ? En sera-t-il de ce conflit comme de celui de 1914, qui aboutit aux fautes de Versailles, — ou des guerres de l'époque napoléonienne, faites par l'Angleterre au nom de la libération des peuples, et qui mena au Traité de Vienne, c'est-à-dire à des sphères d'influence et à un dépeçage de peuples ? — Que la Charte de l'Atlantique ait peut-être sombré dans l'Océan Pacifique, que nous l'apprenions au moment où la Russie se taille un royaume en Pologne, et l'Angleterre, des bases en Grèce, je vois là le symbole des contradictions et de l'incohérence dont il semble que les Nations-Unies ne réussissent pas à sortir.

Cette guerre est en train, — outre les souffrances inouïes, indicibles, qu'elle inflige à presque toute l'humanité, aux enfants innocents comme aux hommes, aux petits peuples comme aux grandes puissances, aux classes laborieuses plus qu'aux autres classes, — *cette guerre est en train*, par la faute de gouvernements égoïstes, *de créer plus d'injustice encore qu'elle ne prétendait en guérir. Cette guerre « pour la civilisation chrétienne », où la poussée victorieuse d'une alliée, la Russie, est en même temps la poussée victorieuse de l'idéologie communiste, risque de détruire plus de hautes valeurs qu'elle n'affirmait en sauver.* Elle prépare une *humanité qui doutera de tout, sauf de la force brutale* — car elle aura vu la force triomphante, de tous les côtés, faire taire la justice, et tout étouffer sous la plus hypocrite des violences. — Nous pourrons avoir vaincu le fascisme en armes, mais *l'esprit du fascisme grandit chez nos hommes d'Etat*, se reflète dans nos institutions, et saccage les principes au nom desquels nous prétendions nous battre.

## **Idéologiquement, nous avons déjà perdu la guerre.**

Tout cela, nous le pressentions dès 1939, et nous disions notre opposition à la participation. De fait, les événements nous ont entraînés à fond, de part et d'autre, dans l'impérialisme militaire qui, aujourd'hui, crève les yeux. Et c'est le moment, je le répète, que M. King choisit pour accentuer notre effort de guerre, quand son gouvernement n'a rien fait pour obtenir un redressement de la politique internationale, ou qu'il fut impuissant à l'obtenir !

## **Il faut libérer nos conscrits**

M. Maxime Raymond déclarait, en Chambre, le 30 novembre 1944 : « S'il faut avoir recours à la conscription pour maintenir des renforts à l'armée, c'est que l'on demande trop des troupes canadiennes. Un peuple de onze millions et demi ne peut assumer le rôle de gendarme du monde. Il est grand temps que l'on s'en rende compte et *que l'on restreigne notre front, plutôt que de penser à appliquer la conscription.* » Oui il est temps, grandement temps de restreindre notre front —, *et notre effort de guerre.* Il est temps de le réduire à de plus justes proportions, de le rendre conforme à nos moyens, en attendant l'heure où nous pourrions tirer notre épingle du jeu. — *Un gouvernement qui aurait conscience de ses responsabilités, déferait ce que vient d'accomplir le ministre King : c'est-à-dire qu'il libérerait les conscrits et leur permettrait de reprendre une vie normale.*

## **Il faut diminuer notre effort de guerre**

Il est temps de restreindre sévèrement notre effort de guerre — avant que la guerre n'ait englouti toute la substance canadienne, et jusqu'à son avenir. A cause d'une prospérité artificielle, et parce que nous n'avons pas subi, chez nous, d'interventions militaires, nous ne nous rendons pas toujours compte du fait que *la guerre nous dévore.* Peuple de onze millions et demie d'habitants, nous entretenons une armée de huit cent mille hommes ; un million de nos ouvriers travaillent dans les usines de guerre et sont, par conséquent, forcés eux aussi de consacrer leurs activités à une œuvre de destruction ; depuis le début de la guerre, on affirme qu'environ 500,000 femmes ont quitté leur foyer pour l'usine. Nous servons à la Grande-Bretagne une rente annuelle de 1 milliard. Et en cinq ans de guerre, notre gouvernement a accompli ce tour de force de dépenser plus que n'avaient dépensé tous les gouvernements canadiens depuis 1867, y compris les frais de la guerre de 1914-18. Une pareille dilapidation de nos forces est insensée, et *le Bloc réclame une diminution rapide et substantielle de cet effort disproportionné.*

On n'aura jamais vu un Etat tenter de se suicider avec autant de fougue, pour *une cause qui n'est ni la sienne, ni celle de l'humanité.* Nous voulons mettre un terme à cette folie suicidaire, et nous demandons l'appui de nos compatriotes dans cette œuvre de redressement.



A quelles idées précises nous rattachons-nous dans le domaine international ? M. Maxime Raymond les a déjà exprimées. Laissez-moi y revenir : elles seront la conclusion positive de cet exposé.

### **Nous devons obtenir l'indépendance réelle**

D'abord, *il faut que le Canada obtienne son indépendance réelle*. Il faut que chacun de nous fasse tout en son pouvoir pour persuader ses compatriotes que l'indépendance réelle est la condition de tout le reste.

Sans doute, à elle seule elle n'éloignera pas de nous toutes les guerres ; elle nous permettra du moins d'éviter les conflits où nous n'avons rien à gagner, et qui ne nous menacent pas directement. Elle nous rendra maîtres de choisir nos amis. *Une déclaration d'indépendance, ce n'est pas une déclaration d'hostilité.*

*Ce n'est pas non plus une déclaration d'isolement.* L'Angleterre et les Etats-Unis sont des pays indépendants ; le Mexique, le Chili ou le Brésil le sont également. Dans une large mesure, ils peuvent eux-mêmes forger leur avenir. Un pays enchaîné comme le Canada par des servitudes coloniales, ne le peut jamais. Nous faisons assez confiance en notre pays pour croire qu'il a atteint l'âge de l'indépendance réelle.

### **Une politique américaine**

Une fois libéré, le Canada pourra jouer activement son rôle de *nation américaine*. Il resserrera son lien avec les républiques de cet hémisphère. Car ce lien est inscrit dans la nature des choses, et ce n'est point s'imposer une servitude que d'obéir aux nécessités de la géographie.

### **Nous aurions pu faire comme le Mexique**

Qu'est-ce que nous aurait valu, au cours de la présente guerre, notre appartenance à la ligue panaméricaine ? *Elle nous aurait épargné au moins deux ans de guerre.* Voici un exemple frappant de ce qui aurait pu nous arriver : **le Mexique**, pays à peine plus peuplé que le nôtre, et situé au flanc des Etats-Unis, n'a déclaré la guerre aux pays de l'Axe que le 22 mai 1942, soit

plus de deux ans et demie après nous. De 1939 à 1943, les revenus du gouvernement fédéral mexicain s'étaient accrus de 70% ; ceux du gouvernement canadien avaient progressé de 300%. Pour la même période, les dépenses fédérales mexicaines se sont élevées de 31% ; celles du Canada, d'environ 800%. L'effort militaire du Mexique n'offre aucune proportion avec celui du Canada. Il faudrait en dire autant du Brésil, du Chili et de dix autres républiques américaines, dont l'effort de guerre a longtemps été plus symbolique que réel. Mais quoi ! *le Mexique, le Brésil et le Chili sont indépendants, le Canada ne l'est pas encore réellement ; le Mexique, le Brésil et le Chili pratiquent une politique américaine, le Canada obéit à l'impérialisme britannique.*

### **Notre rôle international**

L'indépendance, enfin, nous permettrait de jouer notre rôle *dans l'ordre international*. Nous savons que le monde entier est de plus en plus solidaire. Aussi, nous élevons-nous contre l'égoïsme des grandes puissances, qui risquent de nous faire parvenir à une paix chargée des pires menaces, et de nous entraîner avec elles dans de nouveaux conflits. « Nous nous déclarons favorables à une institution internationale permanente qui aurait les caractères d'une véritable Société des Nations :

Elle grouperait tous les Etats civilisés, ou du moins la plupart d'entre eux.

Elle leur donnerait, petits ou grands, des droits égaux ; par conséquent elle ne serait pas un pur outil dominé par des puissances impériales et impérialistes, comme le fut la Société de Genève.

Elle élaborerait un ordre véritablement international, tant du point de vue économique que du point de vue politique.

A notre avis, le Canada devrait travailler à la formation d'une pareille association, puis y participer et y assumer des responsabilités proportionnées à son importance et à ses intérêts. »  
(Maxime Raymond)

Il se peut qu'un tel idéal ne soit pas immédiatement réalisable, mais nous devons y tendre de toutes nos forces, pour préparer à nos petits neveux, une vie moins inhumaine que celle qu'on nous a transmise.

## Appuyez le Bloc Populaire Canadien

Telle est, dans ses grandes lignes, la politique extérieure du Bloc Populaire Canadien. Elle veut marier harmonieusement les exigences de l'intérêt national et des responsabilités internationales.

A cette politique, qui couronne l'ensemble de notre programme fédéral et provincial, *nous demandons l'adhésion de tous les Canadiens qui réfléchissent, et qui veulent que ne se répètent plus les trois erreurs sanglantes commises durant les quarante-cinq dernières années, je veux dire nos trois participations à des guerres impériales.*

Le monde souffre d'une manière inouïe. Chacune de nos familles est frappée, d'une façon ou d'une autre, on le sera bientôt. Parfois nous essayons de nous étourdir et d'oublier quel réveil sera du moins l'après-guerre, dans un pays épuisé comme le nôtre le sera : mais la réalité est là qui nous guette, au prochain tournant, et qui nous ouvrira durement les yeux. *Qu'au moins chez nous, ces souffrances servent à quelque chose.*

La politique des dernières années vous a rempli de doutes. Vous la méprisez. Vous écoutez, avec méfiance, quiconque s'adresse à vous pour réclamer votre suffrage. Ce sentiment, je l'ai trop longtemps partagé moi-même, pour ne pas le comprendre. Mais sachez qu'une nouvelle équipe d'hommes vient d'entrer dans la politique pour la transformer. Sachez que le mouvement du Bloc est né d'une aspiration à plus de vérité, à plus de bon sens et à plus de justice. Sachez que le Bloc n'est pas seulement un parti, mais qu'il est une cause, et qu'à cette cause des milliers de collaborateurs consacrent leurs énergies sans espoir de retour.

A ceux qui nous connaissent mal, je demande de suivre attentivement nos interventions en Chambre, à Québec comme à Ottawa. Aux 200,000 citoyens qui nous ont donné leur confiance, je demande l'appui le plus complet dans la lutte nouvelle que nous allons entreprendre. De la jeunesse surtout, aujourd'hui engagée dans une aventure sanglante dont elle est la première à souffrir et qui se répercutera sur toute sa vie, nous attendons l'enthousiasme et la faveur qui permettront de créer un avenir meilleur.



# "LE BLOC"

Organe du Bloc Populaire Canadien

Directeur: Léopold RICHER

Rédacteur en chef: Roger VEZINA

Administrateur: H. P. GARCEAU

"LE BLOC" est un hebdomadaire politique et littéraire

- ❁ qui combat l'impérialisme militaire et financier;
- ❁ qui lutte contre la dictature économique;
- ❁ qui défend la famille;
- ❁ qui enseigne la vraie doctrine sociale et nationale.

*Pour être parfaitement renseigné sur la politique  
canadienne et québécoise*

abonnez-vous au "BLOC"

\$2.00 par année ● \$1.00 pour six mois.

Adressez vos commandes au

**"BLOC", 438, Saint-François-Xavier, Montréal 1**



*On peut se procurer cette brochure au prix de .10 l'exemplaire  
0.75 la douzaine ● \$5.00 le cent ● au secrétariat du*

**BLOC POPULAIRE CANADIEN**

**445, St-François-Xavier, Montréal 1**

Deacidified using the Bookkeeper process.  
Neutralizing agent: Magnesium Oxide  
Treatment Date: Dec. 2006

**Preservation Technologies**

A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive  
Cranberry Township, PA 16066  
(724) 779-2111

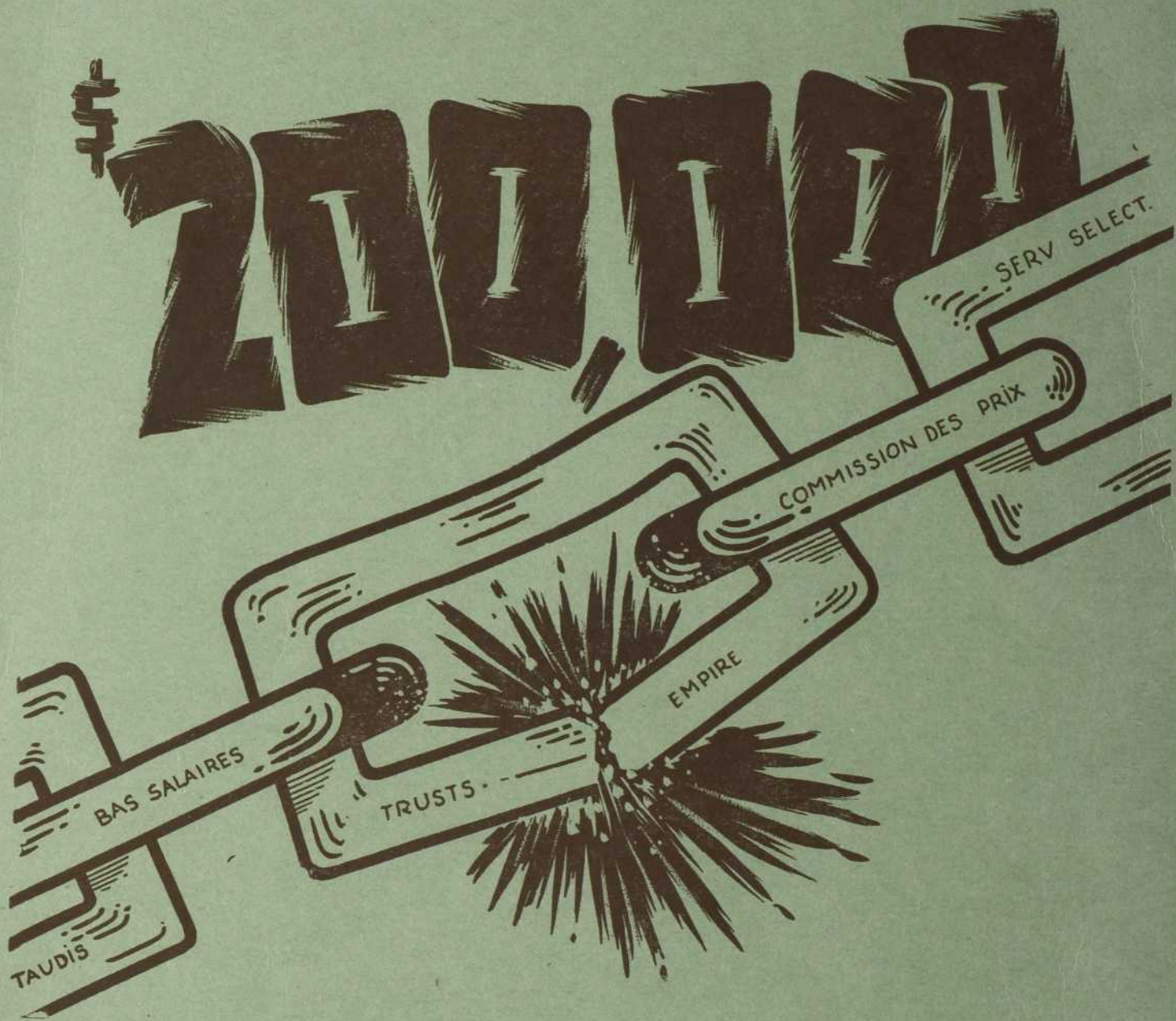
BNQ



C 000 126 616

Est-ce trop cher  
pour notre libération?

Souscription nationale  
\$200,000



*Souscrivons généreusement au*

## **BLOC POPULAIRE CANADIEN**

HArbour 3285      445 rue St-François-Xavier,      Montréal 1

Vous recevrez un accusé de réception officiel du président de la campagne.

★ Imprimerie STELLA Limitée, Montréal ★

126616

